

# Un budget en trompe l'œil !

*Le Conseil d'Orientation et de Gestion des Activités Sociales (COGAS) a adopté le 18 mars 2015 le budget social 2015*

■ *Aucune organisation syndicale n'a validé ce budget, une première !* ■ *Un social 2015 sous le signe de l'austérité !*

## La face cachée du budget 2015

Malgré les déclarations des dirigeants de la Poste qui considèrent que c'est un bon budget, pour notre part nous avons une autre lecture et surtout une autre calcullette. Présenté comme un budget à la hausse + 1,2% (en tenant compte de la baisse des effectifs...) par rapport au réalisé 2014, nous considérons nous qu'il est en baisse de 1% par rapport au prévisionnel 2014 !

Une analyse plus fine du budget 2015 (171 millions d'€) nous apporte d'autres enseignements :

○ Le budget 2014 n'ayant pas été complètement dépensé, La Poste a versé en décembre 675 000 € à deux associations pour avance de trésorerie 2015. Cela lui permettait d'afficher un budget

### Le vote du budget social 2015 :

**Pour, 11 voix :** 8 la Poste et 3 secteurs associatifs

(Prévoyance solidarité, sports loisirs, culture)

**Contre, 4 voix :** 2 CGT, 2 SUD

**Abstention, 4 voix :** 2 CFDT, 1 FO, 1 «unis pour agir ensemble»

Un vote n'est pas pris en compte : 1 voix, secteur restauration et activités économiques (vote contradictoire des deux membres du secteur)

consommé presque intégralement. Si on peut se féliciter que le budget social soit consommé à 100% dans l'année N, c'était une première de voir ainsi des redéploiements anticipés sur l'année N+1 ! Mais le pire est que ces 675 K€ se retrouvent aussi dans le budget 2015 ! Un peu cavalier comme méthode comptable, la même subvention serait comptabilisée deux fois ?

○ Ajouté à cela, une aubaine de dernière minute, 600 K€ d'aides non remboursables à destination des familles monoparentales suite aux négociations annuelles obligatoires (NAO). Un budget en dehors du budget social mais qui entre dans le budget COGAS pour 2015 ! Mais que va devenir en 2016 cette aide financière exceptionnelle ? Encore un flou peu artistique !

Si nous reprenons notre calcullette, nous voyons bien que le budget COGAS 2015, n'est pas de 171 millions d'€ mais de 168,92 soit -2,2 % !

En affichage donc, on a une augmentation globale, alors qu'en fait, comme les années précédentes, nous avons un budget à la baisse qui ne peut satisfaire les besoins des postières et des postiers.

Une partie des bénéfices de la



Poste devrait pourtant servir au salaire différé des postier-es à travers les activités sociales avec l'objectif d'améliorer le quotidien des agents et leur pouvoir d'achat ?

A force de politiques d'austérité, La Poste accentue la précarité, la détresse et le malaise des postiers et des postières, qui commencent à réagir, preuve en est la multiplication des conflits à la distribution.

**Les représentant-es du personnel ont bien compris la dangerosité d'un tel budget. Pour la première fois depuis la création du COGAS, le budget social 2015 n'a été validé par aucune organisation syndicale, ce qui est une première dans l'histoire du social. Le budget a été validé grâce aux représentant-es de la Poste ainsi que des divers secteurs associatifs. Cela pose encore une fois le fondement même du social à la Poste : Le pilotage partagé, où les secteurs associatifs ont droit de vote alors qu'ils et elles ne représentent qu'eux même. Un vrai scandale que nous n'arrêtons pas de dénoncer jusqu'à être entendu-es.**

# Les conséquences de ce budget !

## Restauration :

Pour la première fois le budget du titre restaurant est supérieur à celui de la restauration collective. Nous réclamons une vraie politique de la restauration et si le titre restaurant peut être un palliatif lorsque le manque de sites de restauration collective se fait sentir, sa valeur faciale encore faible ne permet pas aux postier-es de consommer un vrai repas à tarif social.

Dans le même temps les restaurants associatifs sont en voie de disparition. La Poste tente de leur imposer les normes du privé à travers un cahier des charges irréalisable pour des associations.

**Pendant que la Poste s'engraisse, le personnel reste sur sa faim !**

## Garde des enfants :

Dans ce budget 2015, la garde des enfants est ainsi sacrifiée, les structures collectives (crèches, centres de loisirs) ne sont pas développées, pire celles qui restent sont en danger. Comment comprendre que le budget « réservation berceau » soit à la baisse alors que chacun-e sait la difficulté aujourd'hui pour trouver des structures d'accueil pour les jeunes enfants. Comment comprendre que le budget « prestation garde des jeunes enfants » soit amputé de 200 K€ par rapport au budget 2014, alors que la garde des jeunes enfants reste une priorité pour nos collègues d'après l'enquête sociale 2014. A SUD nous n'acceptons pas cet état de fait et nous continuerons à réclamer une augmentation du montant des prestations.

## Chèques vacances :

En ce qui concerne les chèques vacances, nous étions en droit d'attendre un budget au moins équivalent à celui de 2014. Même s'il est vrai que le nombre de plan et surtout le niveau d'épargne est en baisse, la réforme de fin 2014 suite à l'évolution du quotient familial devait permettre de rebooster cette prestation. En diminuant le budget la Poste donne un signe négatif au Postier-es.

**Le chèque vacances pour tous... enfin pour tous ceux et celles qui peuvent épargner !**

**Pour SUD, le début de cette nouvelle mandature, ressemble à l'ancienne.**

**Les personnels en font les frais, en termes de prestations sociales, d'une politique de restriction budgétaire pour des aides pourtant plus que nécessaire.**

**Développer des prestations sociales adaptées et de qualité nécessite un budget qui prenne en compte la situation financière de plus en plus difficile des postières et des postiers. Au vu des bénéfices réalisés, la Poste avait les moyens d'augmenter le budget social sur toutes les lignes budgétaires.**

**Face à ces attaques, reprenons l'offensive, retrouvons la force et la dignité de l'action collective pour stopper cette course folle vers toujours plus d'austérité.**

**Le 9 avril, toutes et tous ensemble  
On reprend la rue !**